

# 2016/3/1: La nouvelle PKK 2e partie

## La nouvelle PKK

Entre extrémisme, violence politique et défis stratégiques (2<sup>e</sup> partie)

**Walter Posch**

Il y a deux événements qui se sont passés entre la rédaction finale du manuscrit des deux parties de cette étude en décembre 2015 et son impression, événements qui sont importants pour notre analyse de l'idéologie et des structures du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et l'Union des sociétés du Kurdistan (KCK) : d'abord, c'est la publication des conversations secrètes entre Öcalan, des hommes politique kurdes et des représentants du gouvernement turc dans les années 2012-2014, et ensuite ce sont les décisions du Congrès pour une société démocratique (DTK) du 27 décembre 2015 (à propos du PKK voir la 1<sup>e</sup> partie de cette étude). Les conversations secrètes furent publiées par la maison d'édition Mezopotamya à Neuss sur le Rhin fin novembre 2015 avec une exactitude détaillée et une transcription fidèle surprenantes ; mais leur contenu ne fut discuté dans la presse turque que début février 2016. Les notes prises pendant ces conversations confirment des choses connues en montrant la grande influence du chef du PKK, Abdullah Öcalan, sur son organisation, et montre aussi que sa relation avec Kandil était parfois tendue. Ce qui est surprenant, c'est cependant le ton confiant entre lui et les représentants de l'état turc. En dehors de cela, l'importance d'un autre document politique d'Öcalan, c'est-à-dire de son « concept pour l'autonomie démocratique du Kurdistan » devient évident, concept qu'il a probablement rédigé vers la fin de l'année 2014. Ce document doit être vu comme une variante de « l'accord KCK », variante adaptée pour la Turquie. En tout cas, les conclusions du DTK se lisent comme un résumé du concept d'Öcalan. Les revendications qu'il contient concernent aussi le déploiement de forces militaires amies et fidèles au PKK sur place, c'est-à-dire dans les villes kurdes de la Turquie du sud-est. On doit les interpréter dans le double contexte des structures militaires du KCK/PKK et de son expansion. Les mesures des autorités turques attendues par des observateurs, surtout contre le PKK, ont commencé juste après les premières élections parlementaires en juin 2015 et se sont poursuivies jusqu'à nos jours. Elles furent et sont quand-même surprenantes, en ce qui concerne leur dureté. Les raisons pour cela résident probablement dans la déception d'Erdogan concernant le comportement de l'HDP (Parti démocratique des peuples) kurde quant à la question de ses pouvoirs présidentiels et dans sa frustration sur le déroulement des négociations de paix qu'il menait indirectement avec Öcalan. Une autre raison réside certainement dans la façon des combats menés, parce que le combat en milieu urbain ne laisse pas beaucoup d'autres possibilités à l'YDG-H (organisation des jeunes du PKK interdit), militairement inexpérimentée, que de se battre jusqu'à la dernière cartouche. Donc, la crainte que la Turquie soit au bord d'une guerre civile, n'est pas infondée. On avait déjà prédit quelque chose de semblable dans les années 1990. Néanmoins, trois paramètres ont changé : premièrement les combats sont maintenant menés dans les villes et c'est pourquoi les méthodes classiques de contre-insurrection, c'est-à-dire l'expulsion des gens de la campagne vers les villes, ou on peut mieux les contrôler, ne fonctionnent plus. Deuxièmement il est maintenant possible que la guerre durera plus longtemps parce que la situation en Syrie rend l'acquisition d'armes antichars beaucoup plus facile.

